

Présidence de la Grande Région : les objectifs de la Wallonie

Depuis le 1er janvier 2015, la région wallonne a l'honneur et la responsabilité de présider la Grande Région, exercice assumé en étroite collaboration avec ses partenaires belges, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone. Cette mobilisation prendra toute sa force autour du thème de cette présidence : la créativité et l'innovation. Un thème qui résonne en termes de défi et d'opportunité communs pour l'ensemble des régions partenaires.

Il s'agit également d'un axe structurant de la stratégie de développement régional de la Wallonie : le Plan Marshall 4.0.

Son objectif durant cette Présidence sera de créer et de mettre en évidence les bénéfices concrets de cet espace transfrontalier pour les citoyens et les entreprises.

Dans ce cadre, figure la mise en œuvre rapide de **l'accord-cadre conclu en matière de formation professionnelle** entre les acteurs de la Grande Région en novembre 2014, avec un

accent sur le développement de formations professionnelles dans les métiers d'avenir. La Présidence sera également l'occasion de faire connaître les "success stories" et les projets innovants créatifs d'Interreg IV, sans oublier les nombreux événements citoyens, comme la "Journée de la Grande Région" ou le "Fair-play tour"*. Une marche gourmande transfrontalière, afin de découvrir les délices gastronomiques locaux, sera également initiée.

Enfin, la Présidence de la Wallonie sera marquée par le vingtième anniversaire de la Grande Région, événement festif qui permettra également à la structure grand-régionale de réfléchir à sa dynamique afin d'optimiser son fonctionnement.

Plus d'infos

* Le "Fair-play tour" de la Grande Région, instauré en 1999, réunit une fois par an des jeunes autour du sport avec un parcours de plus de 800 km à travers le territoire transfrontalier. <http://fairplaytour.de>



Paul Magnette

Ministre-Président
de la Wallonie

"La Wallonie est un territoire éminemment frontalier ; les relations avec ses voisins ont toujours joué un rôle crucial pour son développement. Il en résulte une implication très active dans la coopération transfrontalière : de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai à l'Euregio Meuse-Rhin, en passant par des collaborations soutenues avec les régions de Champagne-Ardenne et Picardie, il n'est en effet guère de portions de notre territoire qui ne soient transcendées par un partenariat européen.

Parmi elles la Grande Région, qui fête cette année ses vingt ans d'existence et dont nous nous réjouissons d'assurer la présidence pour les deux prochaines années. En 2014, cette coopération grand-régionale est entrée dans une nouvelle phase de son intégration via l'instauration à Luxembourg du GECT Secrétariat du Sommet de la Grande Région qui permettra de coordonner davantage les actions des différentes instances. Ce GECT sera prochainement délocalisé au sein de la 'Maison de la Grande Région' à Esch-sur-Alzette, au Luxembourg, qui réunira l'ensemble des organes et réseaux grand-régionaux. Le citoyen pourra dès lors obtenir à une seule adresse réponse à toutes les questions liées à cet espace. Mais ce rapprochement du citoyen devra aussi se poursuivre par des réalisations concrètes en faveur de la qualité de vie des populations, et contribuer ainsi au projet d'intégration européenne."



De gauche à droite : Oliver Paasch, Ministre-Président de la Communauté germanophone ; René Collin, Ministre de la Wallonie, Délégué à la représentation en Grande Région et Ministre des sports de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Paul Magnette, Ministre-Président de la Wallonie ; Rudy Demotte, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉVÉNEMENTS

Conférence annuelle et assemblée générale de la MOT

"Réformes territoriales : quels impacts pour la coopération transfrontalière ?"

à Chamonix les 17 et 18 juin 2015
à l'invitation de la Conférence Transfrontalière Mont Blanc, membre du réseau.

Le pré-programme est en ligne.
[Cliquez ici pour le télécharger.](#)

Événement de lancement du programme URBACT III, 16 mars 2015 à Bruxelles

European Cluster Days : "Le cluster, un moteur européen de croissance", 18 et 19 mars 2015 à Strasbourg

Salon des transfrontaliers franco-suisses, 26, 27 et 28 mars 2015 à Annemasse

Événement de lancement du Programme Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen, 30 et 31 mars à Mons (Belgique)

Plus d'infos et tous les autres événements : [cliquez ici.](#)

Réformes territoriales en France : quelle prise en compte pour la coopération transfrontalière ?

En France, le 18 juin 2014 a été déposé au Sénat le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), qui prévoit une réorganisation des compétences des collectivités territoriales à toutes les échelles.

Dans son rôle de défense des intérêts des territoires transfrontaliers, la MOT a étudié le projet de loi et réfléchi à des amendements permettant de mieux prendre en compte les spécificités liées à la frontière. L'un des enjeux est que les schémas et documents d'aménagement prévus prennent en compte l'autre côté de la frontière.

Lors de la première lecture au Sénat Michel Delebarre, sénateur du Nord et président de la MOT, a déposé un amendement permettant d'ajouter au Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) un volet transfrontalier, élaboré en concertation avec les collectivités des Etats voisins. Il a été retenu, et figure dans le texte adopté le 27 janvier 2015.

Pour la première lecture du texte à l'Assemblée nationale (du 3 février, avec un vote final prévu le 10 mars 2015), la MOT travaille

avec Philip Cordery, député des Français du Bénélux et président du groupe d'études "Zones et travailleurs frontaliers". Des amendements seront déposés en séance, afin de rendre possible la prise en compte du transfrontalier dans les documents d'aménagement et les politiques culturelles et sportives.

Enfin, un amendement a été adopté, autorisant une collectivité territoriale française, maître d'ouvrage d'une opération d'investissement cofinancée par le Fonds européen de développement régional (FEDER), à ne cofinancer que

15 % au minimum du total financé par des personnes publiques (contre 20 % actuellement). Cela permettra de bénéficier, lorsque cela est possible, du taux maximum de cofinancement du FEDER de 85 %.

Après une seconde lecture au Sénat et à l'Assemblée nationale, l'adoption parlementaire de la loi NOTRe est prévue avant l'été.

Les conséquences de la réforme de l'action publique territoriale pour la coopération transfrontalière seront l'objet de la [conférence débat de la MOT le 17 juin 2015.](#)

[Plus d'infos sur la loi NOTRe.](#)



Un plan stratégique pour l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi



Le 19 décembre 2014, a été présenté, à Hendaye, le Plan Stratégique 2014-2020 du GECT de l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi. Le document, en cohérence avec les priorités européennes et des deux régions, a été élaboré dans un cadre de concertation ouvert, faisant appel à une enquête auprès des acteurs de la coopération, des entretiens ciblés, des groupes de travail

thématiques et deux consultations publiques. Le Plan se compose de deux parties : un diagnostic, et une stratégie eurorégionale déclinée selon quatre axes de travail* et une quarantaine d'actions.

* *Citoyenneté eurorégionale / Economie de la Connaissance, Innovation, Compétitivité des entreprises / Territoire durable / Gouvernance ouverte.*

[Plus d'infos](#)

Un GEC pour le Grand Genève ?

Etienne Blanc, député de l'Ain et 1^{er} vice-président de l'ARC du Genevois français, a déposé un amendement à la loi "NOTRe" pour permettre aux Pôles métropolitains frontaliers de pays membres du Conseil de l'Europe, comme c'est le cas de la Confédération suisse, de participer à un Groupement Eurorégional de Coopération (GEC). Cet amendement adopté en commission des lois à l'Assemblée Nationale sera intégré au texte de loi.

Cette évolution marque une étape importante pour le Grand Genève et l'organisation de sa gouvernance transfrontalière.

[Plus d'infos](#)

Soins de santé transfrontaliers France-Belgique-Luxembourg : "du nouveau pour les patients"

Retrouvez la question posée par le député Philip Cordery*, le 13 janvier 2015 à l'Assemblée Nationale, à Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes ainsi que sa réponse, sur les soins de santé transfrontaliers.

* *Député des Français du Benelux et président du groupe d'études "Zones et travailleurs frontaliers" de l'Assemblée Nationale*

[Voir la vidéo](#)

[Dernières actualités sur la santé](#)

ACTUALITÉS EUROPE

Résultats du projet européen EUBORDERREGIONS sur les frontières externes de l'UE

Ce projet de recherche européen*, porté par l'Université de l'Est de la Finlande, a tenu sa conférence finale les 20 et 21 février 2015 à Istanbul. L'événement a permis de présenter les résultats et les études menées pendant les quatre années de recherche du projet, dont l'objectif était d'analyser le développement régional aux frontières externes de l'Europe à travers les politiques et les pratiques de la coopération transfrontalière.

Le site du projet met en ligne onze étude de cas sur les frontières suivantes : Norvège-Russie, Norvège-Suède, Finlande-Russie, Estonie-Russie, Pologne-Ukraine, Hongrie-Ukraine, Moldavie-Roumanie, Bulgarie-Turquie, Grèce-Turquie, Espagne-Maroc et Italie-Tunisie.

* Financé par le 7^{ème} Programme-Cadre de recherche et de développement de l'Union européenne.

[Plus d'infos](#)

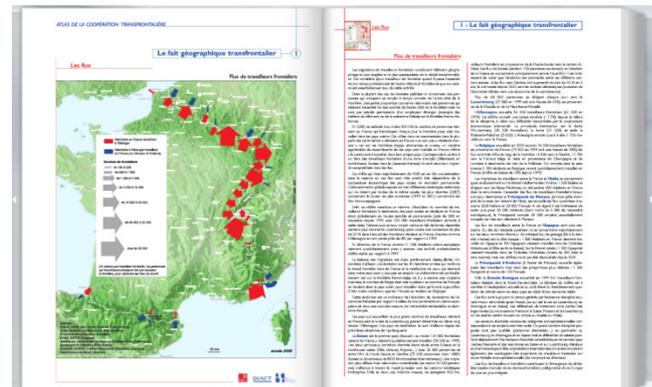
ACTUALITÉS DU RESEAU

La MOT met en ligne 150 cartes pour illustrer la coopération transfrontalière

Suite à la refonte du site Internet de la MOT en novembre 2013, près de 150 cartes illustrant l'intensité des relations transfrontalières sur les frontières françaises ont été mises en ligne. Présentation des dernières créations.

• Une première série de cartes sur la gouvernance transfrontalière donne à voir les accords, outils de gouvernance et programmes de coopération mis en place sur chaque frontière française :

Exemple de la carte France-Allemagne



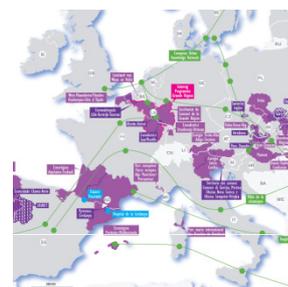
• Une deuxième série concerne les outils juridiques :

Exemple de la carte sur les structures transfrontalières, avec identification des thèmes de coopération



D'autres cartes donnent à voir les structures selon leur type (GECT, GLCT, Consorcios, etc.) :

Exemple de la carte sur les GECT



Enfin, une déclinaison par frontière a également été produite :

Exemple de la carte France-Espagne



• Catalogue en ligne de l'Atlas De plus, la MOT a mis en ligne une version "catalogue" de son Atlas édité en 2007. Celui-ci contient une centaine de cartes et commentaires sur des thèmes majeurs comme les flux de travailleurs et l'emploi aux frontières, la santé, les agglomérations et espaces naturels, les transports, etc.

[L'Atlas en ligne](#)

Toutes les ressources cartographiques

Rencontre entre Michel Delebarre et Harlem Désir



Le président de la MOT, Michel Delebarre, a rencontré Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, le 29 janvier 2015 à Paris, afin d'évoquer la coopération transfrontalière sur des thématiques comme l'emploi, l'enseignement supérieur, l'environnement ou la santé. Le secrétaire d'Etat a souligné son intérêt tout particulier aux questions transfrontalières et au travail effectué par la MOT qui permet, grâce à son réseau

d'adhérents, une connexion directe entre le niveau étatique et les territoires. L'un des axes de travail avec les services du cabinet concerne d'ailleurs l'identification d'événements et de projets exemplaires afin de leur permettre un suivi des expériences sur les territoires.

Harlem Désir a notamment évoqué le projet "Erasmus +" de coopération entre la Lorraine et la Sarre en matière d'apprentissage, ainsi que le

projet d'Eurocampus de coopération universitaire dans le Rhin supérieur. Il a également annoncé la tenue d'une conférence franco-allemande en juillet prochain, où les territoires transfrontaliers, "laboratoires de l'Europe", auront toute leur place.

#EuropeConcrète

REVUE DE PRESSE

▲ Les travailleurs transfrontaliers sont de plus en plus nombreux

AFP, 13 février

"Le nombre de 'navetteurs' transfrontaliers, résidant en France et travaillant dans un pays voisin, a augmenté de 42% en douze ans pour dépasser 350.000 personnes en 2011, selon [une étude de l'Insee](#) publiée vendredi."

▲ Un "coordonnateur" pour caler les services de l'Etat par rapport à la nouvelle carte des régions

Localtis, 29 janvier

"Un décret publié au JO du 27 janvier vient créer un 'coordonnateur national' chargé de préparer 'la réforme des services déconcentrés de l'Etat faisant suite à l'adoption de la loi relative à la délimitation des régions'. Placé pour deux ans auprès du secrétaire général du gouvernement il sera assisté par une 'mission interministérielle de coordination'."

▲ Métropole : «Nous associons déjà nos voisins belges à nos projets»

La Voix du Nord, 9 février

"LMCU, MEL, quelles différences et quels bénéfices pour nos concitoyens ? Avec Strasbourg, Lille sera la seule métropole européenne de France. Nous associons déjà nos voisins belges à nos projets, à notre aménagement du territoire. Par exemple, ils ont la parole concernant le projet de RER entre Lille et le bassin minier. La liaison avec Courtrai est en jeu. Nous pouvons aller bien plus loin."

▲ Des entreprises suisses veulent baisser les salaires des frontaliers

Le Monde, 29 janvier

"Le 15 janvier, le patron de Volailles importation, une enseigne basée près de Genève, envoyait à ses collaborateurs frontaliers un drôle de courrier. Dès que le taux de change entre le franc suisse et l'euro sera stabilisé, écrivait-il, 'nous nous réserverons le droit (...) de diminuer les salaires'."

▲ La Suisse verse 3,3 millions d'euros pour le BHNS* d'Annemasse

Le Messenger, 5 février

"Pour Christian Dupessey, le président d'Annemasse Agglo, il n'y a pas d'autre mot : c'est un 'événement'. Le 17 février prochain, il signera en effet avec François Longchamp, le président du Conseil d'Etat de Genève, la convention de reversement de la contribution fédérale."

* Bus à Haut Niveau de Service

▲ Nice-Cuneo : une renaissance en 2020 ?

Tribune Bulletin Côte d'Azur, 30 janvier

"Patience... Inscrite pour 91M€ au prochain Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, la ligne une fois rénovée permettrait un train direct entre Nice et Turin."

▲ Le Conseil général vient d'ouvrir une ligne entre Bayonne et Irun

Sud Ouest, 9 février

"Le train cadencé entre Bayonne et Saint-Sébastien, vrai projet ou science-fiction ? Le temps de répondre à cette question, le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques a décidé de dégainer en janvier sa nouvelle ligne "Euskadi Express", entre Bayonne et Irun. Les modalités de mise en place de cette ligne de bus transfrontalière sont beaucoup plus simples' [...] Cette solution alternative est surtout moins coûteuse : 2 euros par kilomètre contre 15 euros pour le train."

▲ Un autocollant stigmatise les entreprises employant des transfrontaliers

Le Matin, 8 février

"Tessin - La commune de Claro vend aux patrons du cru un sticker indiquant leur taux de salariés résidents. 20% seulement et c'est l'opprobre général, 80% et c'est la bénédiction. Dans un canton très touché par le chômage et le dumping salarial, la question des transfrontaliers est plus que sensible. 'C'est l'apartheid', s'offusquent les Italiens."

▲ Electricité : la zone d'échange européenne s'étend à l'Italie et à la Slovaquie

AFP, 10 février

"Les marchés français et italien de l'électricité seront 'couplés' à partir de la fin février, dans le cadre de l'extension de la zone européenne d'échanges transfrontaliers de courant qui sera rejointe aussi par la Slovaquie..."

How international borders affect local public transport:

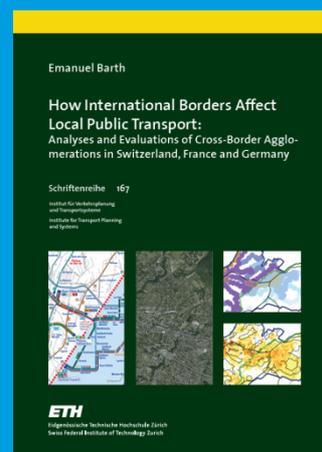
Analyses and evaluations of cross-border agglomerations in Switzerland, France and Germany

Cette étude analyse les effets que les frontières internationales exercent à l'échelle locale sur les systèmes de transport publics de proximité. Comment influencent-elles la demande, l'offre de transport et les conditions-cadres ? Ces questions sont traitées sur la base de quatre agglomérations transfrontalières exemplaires : Genève, Bâle, Strasbourg et Lille. Les analyses se fondent sur une combinaison de données uniformisées, provenant de différentes sources et de données empiriques. Elles aboutissent à des conclusions nouvelles ainsi qu'à une série de recommandations.

L'étude est publiée en anglais, avec un résumé en français et en allemand.

Auteur : Emanuel Barth – Editeur : ETH

[Commander une version papier](#) – [Télécharger l'étude en format PDF](#).



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0) 1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat
Photos : Droits réservés

Plus d'infos sur la MOT et abonnement en ligne / To subscribe to the newsletter:
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter/
Follow us on twitter :
[@reseauMOT](https://twitter.com/reseauMOT)

